



**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des Députés**  
Luxembourg, le 18 janvier 2016

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration au sujet de l'encadrement de personnes handicapées:

Selon mes informations, il semblerait que le nombre de personnes handicapées et en attente d'être placées en structure spécifique est de plus en plus important.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations ?
- Dans l'affirmative, la Ministre envisage-t-elle des mesures pour réagir à cette problématique ?
- Existe-t-il une liste d'attente pour les structures en question ?
- Disposez-vous de chiffres concernant le nombre de personnes atteintes d'un handicap au Luxembourg ?
- Combien de structures s'occupant de personnes adultes handicapées existent au Luxembourg ?
- Combien de structures et places existent pour répondre aux besoins particuliers de personnes adultes gravement handicapées, tant physique que psychique ? Disposons-nous de places suffisantes ?
- Qu'en est-il du système de transport pour personnes gravement handicapées ? Comment s'organise la coopération entre les structures et les moyens de transports pour personnes handicapées ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus parfaite considération.

Françoise Hetto  
Députée

**Réponse commune de Madame Corinne CAHEN, Ministre de la Famille et de  
l'Intégration et de Monsieur François BAUSCH, Ministre du Développement durable et  
des Infrastructures, à la question parlementaire n° 1707 de Madame la Députée  
Françoise Hetto-Gaasch**

---

La question parlementaire n° 1707 de l'honorable Députée a trait à l'encadrement de personnes handicapées.

**Les chiffres clés du handicap**

La loi établit des critères selon lesquels les personnes handicapées peuvent bénéficier de prestations ou d'allocations. Elle définit ainsi, dans un contexte déterminé, qui peut être considérée comme personne handicapée. Il n'existe donc actuellement pas de définition unique et universelle consacrée par la loi au Luxembourg. Les prestations ou allocations varient en fonction des différents types de déficiences des personnes concernées et en fonction de la situation spécifique dans laquelle se trouve la personne.

Ainsi, il n'est pas possible de connaître le nombre exact de personnes handicapées vivant au Luxembourg. Seules les personnes handicapées averties des dispositions et aides en la matière, qui ont accepté leur situation de personne handicapée et qui ont recours à un des différents services et/ou diverses aides prévues par notre système de protection sociale apparaissent dans les statistiques.

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) 15% de la population mondiale vit avec un handicap.<sup>1</sup> Encore faut-il noter que selon des organisations internationales telles que l'OMS et la Banque mondiale, le nombre des personnes handicapées est en augmentation. Cette évolution est due au vieillissement de la population qui va de pair avec des problèmes de santé tels que le diabète ou les maladies cardiovasculaires. Pour l'OMS, ces problèmes de santé chroniques sont associés à un handicap, ce qui explique le taux plutôt élevé de 15% de la population totale présentant une forme de handicap.

Fin 2013, 9,4% de la population totale d'Allemagne vivait avec un handicap grave.<sup>2</sup> Selon le code social allemand (Sozialgesetzbuch IX), toute personne ayant un degré d'incapacité de 50% est considérée comme vivant avec un handicap grave.

Selon ces deux sources – OMS et Statistisches Bundesamt - le taux de la population handicapée par rapport à la population totale varie donc entre 9,4% et 15%. Au vu des explications qui

---

<sup>1</sup> OMS & Banque mondiale, 2011

<sup>2</sup> Statistisches Bundesamt, 2014

précédent, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a opté pour le taux de 9,4% pour établir ses estimations.

Sachant qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015, la population totale du Luxembourg s'élevait à 562.958 personnes<sup>3</sup> et en application du taux de 9,4%, l'on peut estimer à quelque 53.000 le nombre de personnes vivant avec un degré d'incapacité d'au moins 50%.

### **Les listes d'attente**

Au vue de la multitude de handicaps et les différences dans les prises en charge qui en découlent, il n'existe pas de liste d'attente centralisée pour les structures du handicap. Afin de pouvoir avancer des chiffres réalistes, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a analysé les listes d'attentes, au mois de janvier 2016, des gestionnaires actifs dans le domaine du handicap.

Les résultats de cette analyse sont les suivants :

- concernant les services d'hébergement : 427 demandes en attente dont 30 % peuvent être considérées comme urgentes
- concernant les logements semi-autonomes : 18 demandes sont en attente
- concernant les services d'activités de jour : 74 demandes en attente dont 45 % peuvent être considérées comme urgentes
- concernant les services de formation (Centres de propédeutique professionnelle) : 297 personnes sont inscrites sur des listes d'attente

### **Les structures pour personnes adultes handicapées**

Il existe différentes sortes de structures d'accueil pour personnes handicapées, et ce afin de pouvoir répondre à une multitude de besoins :

- 11 services d'hébergement gérant 39 foyers d'une capacité totale de 802 lits
- 7 services de logements semi-autonomes gérant 9 maisons d'une capacité totale de 113 lits
- 11 services d'activités de jour gérant 18 centres de jour d'une capacité totale de 444 places dont 231 externes et 213 places internes
- 8 services de formation gérant 12 centres de propédeutique professionnelle d'une capacité totale de 221 places

La plupart des services admettent des personnes de tout âge ; 5 structures d'hébergement sont réservées exclusivement aux plus de 18 ans. Les services de formation professionnelle sont

---

<sup>3</sup> STATEC, 2014

destinés aux jeunes qui ont dépassé l'âge de la scolarité obligatoire en vue d'acquérir les connaissances nécessaires pour exercer une activité professionnelle en atelier protégé.

Au Luxembourg, les différents gestionnaires actifs dans le domaine du handicap ont défini chacun sa population cible. Ceci entraîne une spécialisation de chaque gestionnaire dans un domaine précis du handicap ; ainsi, certains gestionnaires sont spécialisés dans l'accueil de personnes en situation de handicap physique, d'autres ont comme population cible des personnes en situation de handicap mental. Il existe des structures spécialisées pour répondre aux besoins particuliers de personnes adultes gravement handicapées ou atteintes de troubles du spectre autistique comme par exemple des services d'hébergement ou des services d'activités de jour. Un certain nombre de gestionnaires sont également spécialisés dans l'accueil de personnes en situation de handicap psychique et présentant de graves troubles de comportement.

Au vu de la croissance de la population au Luxembourg et afin de faire face à l'augmentation du besoin en structures, 12 structures d'hébergement d'une capacité totale de 273 lits, 3 structures de logement semi autonome de 38 lits, un service d'activités de jour de 20 places et 2 services de formation sont en cours de planification ou de construction.

### **Les transports pour personnes gravement handicapées**

Concernant la question du système de transport pour personnes gravement handicapées, il y a lieu de relever que le Ministre du Développement durable et des Infrastructures / département des transports organise et finance deux systèmes différents de transports pour les personnes à mobilité réduite.

D'une part, il y a les transports « Complémentaires d'Accessibilité pour Personnes A Besoins Spécifiques », dits « Capabs », dont bénéficient des personnes atteintes d'un handicap mental et/ou physique ou d'une affection médicale permanente, qui ne peuvent pas se déplacer au moyen des transports publics ordinaires. Ces transports sont organisés dans le but d'assurer au(x) bénéficiaire(s) l'accès quotidien et régulier à un établissement scolaire et/ou de formation, un lieu de travail ou un centre de soin spécialisé.

Pour les transports Capabs, la coopération avec les structures concernées est très étroite. Des procédures ont été définies afin de collaborer étroitement tant avec les centres qu'avec les entreprises de transports et de garantir ainsi une gestion journalière susceptible de répondre au mieux à tous les besoins des bénéficiaires transportés. Des entrevues ont lieu en cas de besoin entre le département des transports et les centres d'éducation différenciée ou autres structures desservies par ces transports.

D'autre part, le département des transports offre des transports appelés « Adapto », destinés aux personnes avec handicap permanent et à mobilité réduite pour des déplacements occasionnels. Des demandes d'accès à ces transports sont introduites par les requérants auprès du département des transports. Toute personne peut demander l'accès à ce transports, qu'il réside en domicile privé ou en structure ou institution (CIPA, maison de soins etc.).

Il y a lieu de relever que certaines de ces structures effectuent des demandes d'accès au bénéfice de leurs clients de sorte qu'elles peuvent diminuer leurs propres services de transport.

A noter enfin que pour les transports Adapto, il n'y a pas de coopération spécifique nécessaire entre le département des transports et les structures en question.